



# La Bourse de Paris secouée par la très forte volatilité des marchés

*Le CAC 40 a joué aux montagnes russes. Sur cinq jours, il perd toutefois 1,90 %.*

HERVÉ ROUSSEAU [hrousseau@lefigaro.fr](mailto:hrousseau@lefigaro.fr)

**MARCHÉS** On l'avait presque oubliée. Et voilà qu'elle refait surface. Elle : c'est la volatilité, qui avait été absente pendant pratiquement toute la phase d'envolée des indices, en début d'année. Mais, depuis peu, les marchés d'actions et plus encore les marchés de taux subissent de violentes secousses. Vendredi, le CAC 40 a reculé de 0,71 % à 4 993,82 points. La veille, il avait bondi de 1,36 %, après trois séances de nette baisse... Au final, sur les cinq derniers jours, l'indice abandonne 1,90 %. Ailleurs en Europe, Londres a perdu 0,18 % vendredi et Francfort 0,98 %, tandis qu'à Wall Street le Dow Jones a gagné 0,11 % et le Nasdaq a en revanche perdu 0,05 %.

Après un début d'année en fanfare, les marchés européens sont rattrapés par le doute. Les moteurs qui les propulsaient se mettent à tousser. L'euro comme le pétrole repartent de l'avant. La Grèce, menacée d'asphyxie, inquiète de nouveau au plus haut point. Les marchés obligataires, en Europe comme aux États-Unis, subissent d'extrêmes tensions.

Un véritable vent de panique a soufflé sur les obligations cette semaine. Le taux du Bund allemand à 10 ans, qui fait référence dans la zone euro, a grimpé à plus de 0,7 % ces derniers jours. Il a ainsi été multiplié par près de 15 en un mois. « Il s'agit d'un mouvement d'une violence rare et inégalée au cours des dernières années sur la dette allemande », constatent les spécialistes de Quilvest Gestion. Cette brusque remontée des taux obligataires devrait toutefois être temporaire selon les analystes de BNP Paribas Investment

Partner. « Les mesures de soutien des grandes banques centrales et notamment de la BCE et une croissance économique toujours fragile devraient plafonner les rendements obligataires », expliquent-ils.

## Mario Draghi à la manœuvre

Un avis visiblement partagé par les analystes de Quilvest Gestion. Ils évoquent notamment « un mouvement naturel de prises de bénéfices sur les obligations ». De fait, la valeur de ces titres, qui évolue en sens inverse des rendements, s'était littéralement envolée avec la chute des taux. Ils pointent également du doigt le rôle des Hedge Funds qui prennent des positions spéculatives. Dans ce contexte

d'extrême fébrilité, Mario Draghi, le président de la BCE, a offert un net rebond aux indices jeudi en réaffirmant sa volonté de mener à son terme le vaste plan de relance monétaire lancé en mars dernier.

À Paris, les valeurs bancaires ont profité de ce discours. Crédit agricole grimpe ainsi de 2,15 % en cinq jours et Société générale de 1,30 %. Les grands exportateurs ont en revanche souffert de la vigueur de l'euro. Dans le secteur aéronautique, toujours en première ligne face aux mouvements de change, Safran a ainsi abandonné 5,25 % sur la semaine et Airbus Group 4,01 %. Les grands industriels comme Renault (-4,19 %) ou Air liquide (-2,74 %) n'ont pas été épargnés. ■

## La colère des actionnaires minoritaires de la filiale belge d'EDF bientôt en Bourse

Le projet d'EDF de mettre en Bourse sa filiale belge EDF Luminus ne fait pas que des heureux. Les actionnaires minoritaires - des collectivités locales belges à hauteur de 36,5 % - ne sont pas d'accord avec l'option retenue par l'électricien tricolore. Dans le cadre d'un pacte d'actionnaires, il est prévu que ces minoritaires puissent bénéficier d'une clause de liquidité dès cette année. Mais plutôt qu'une mise sur le marché d'EDF Luminus, les collectivités outre-Quievrain préféreraient un rachat pur et simple de leurs titres par l'actionnaire principal. L'opération serait en effet

bien plus lucrative pour elles qu'un recours au marché. Mais leur marge de manœuvre est faible face au géant français largement majoritaire au conseil d'administration. À moins de faire traîner la procédure. En attendant, EDF Luminus poursuit son développement. En avril, le numéro deux de l'énergie en Belgique avec 1,7 million de clients a pris le contrôle d'ATS, un acteur important des services énergétiques en Belgique. Il se pose plus que jamais en challenger d'Electrabel, la filiale d'Engie (ex-GDF Suez).

F. M.